
Reconnaissance et médiation d'un patrimoine : vecteurs d'une identité territoriale ?

Noémie Couillard, Nicolas Navarro et Maylis Nouvellon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cel/516>

DOI : 10.4000/cel.516

ISSN : 2262-208X

Éditeur

École du Louvre

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Ce document vous est offert par Université Lumière Lyon 2



Référence électronique

Noémie Couillard, Nicolas Navarro et Maylis Nouvellon, « Reconnaissance et médiation d'un patrimoine : vecteurs d'une identité territoriale ? », *Les Cahiers de l'École du Louvre* [En ligne], 3 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 18 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cel/516> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cel.516>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Cahiers de l'École du Louvre

recherches en histoire de l'art, histoire des civilisations
archéologie, anthropologie et muséologie

Numéro 3. Octobre 2013

Reconnaissance et médiation d'un patrimoine :
vecteurs d'une identité territoriale ?

Noémie Couillard, Nicolas Navarro, Maylis Nouvellon

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.ecoledulouvre/revue/numero3octobre2013/JourneeEtudes.pdf>

Pour citer cet article :

Noémie Couillard, Nicolas Navarro, Maylis Nouvellon, « Reconnaissance et médiation d'un patrimoine : vecteurs d'une identité territoriale ? », Cahiers de l'École du Louvre, Recherches en histoire de l'art, histoire des civilisations, archéologie, anthropologie et muséologie [en ligne] n° 3, octobre 2013, p. 73 à 81.

© École du Louvre

Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 3.0 non transposé.

Cahiers de l'École du Louvre

recherches en histoire de l'art, histoire des civilisations
archéologie, anthropologie et muséologie

Numéro 3. Octobre 2013

Sommaire

Éditorial

Équipe de recherche p. 1

Dossier : les revues

Le « GR05 ». Approche de quelques revues du XX^e siècle

Introduction d'Hélène Klein p. 2-4

La présentation des objets africains dans *DOCUMENTS* (1929-1930),
magazine illustré

Coline Bidault p. 5-13

Le conflit renaissant de la figure et de l'abstraction dans *Labyrinthe, journal
mensuel des Lettres et des Arts* (octobre 1944-décembre 1946)

Blandine Delhaye p. 14-23

BROOM: An International Magazine of the Arts (1921-1924) :
une revue d'avant-garde américaine

Ambre Gauthier p. 24-35

L'image de la guerre dans *L'Élan* (1915-1916), un refoulement apparent

Hadrien Viraben p. 36-43

Articles

« John Constable et le statut de l'esquisse »

Conférence du 9 avril 2013 dans le cadre du séminaire doctoral

John Murdoch p. 44-52

« Adieu veau, vache, cochon, couvée... » La boucherie à l'Ancien Empire :
croisement des données iconographiques, textuelles et archéologiques

Fanny Hamonic p. 53-62

L'entreprise patrimoniale de Louis-Joseph GUYOT (1836-1924)
à Dourdan, entre érudition et médiation

Léda Martines p. 63-72

Actualité de la recherche

Reconnaissance et médiation d'un patrimoine : vecteurs d'une identité territoriale ?
Journées d'étude de troisième cycle, 14 et 15 juin 2012

Noémie Couillard, Nicolas Navarro, Maylis Nouvellon p. 73-81

Les « Ymagiers » à l'École du Louvre

Cycle de conférences organisées par l'IRHT p. 82

Reconnaissance et médiation d'un patrimoine : vecteurs d'une identité territoriale ?

Noémie Couillard
Nicolas Navarro
Maylis Nouvellon

Introduction générale : définitions

François Mairesse, professeur, École du Louvre, Université Paris III Sorbonne Nouvelle
Territoires, spécificités et globalité : les échelles du patrimoine

Roland Recht, membre de l'Institut, Collège de France
L'évolution de la notion de patrimoine

Discussion-débat avec la salle sur l'évolution de la notion de patrimoine,
animée par Cecilia Hurley, École du Louvre

Jacqueline Eidelman et Anne Jonchery,
Département de la politique des publics, Direction générale des patrimoines, Ministère de la culture et de la
communication

Présentation de l'enquête « À l'écoute des visiteurs » menée par le Ministère de la
Culture dans les Villes et Pays d'art et d'histoire pendant l'été 2011

Territoires et appropriation du patrimoine

Marie-Hélène Jouzeau, directrice du patrimoine et de l'archéologie, Ville de Nantes
Le patrimoine à l'échelle territoriale : l'exemple de la ville de Nantes

Nathalie Bourgès, doctorante, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
L'appropriation des équipements culturels par la population locale, Angers

Vincent Veschambre, professeur, École d'architecture de Lyon
Les processus d'appropriation du patrimoine dans les villes d'Angers et du Mans

Participation des habitants dans la fabrique du patrimoine

Serge Chaumier, professeur, Université d'Artois
La participation des habitants dans la patrimonialisation, vers un renouvellement des formes ?

Adeleen Chilès, doctorante, Université de Saint-Étienne
L'inventaire participatif du patrimoine du parc naturel régional du Pilat

Pieranne Gausset, chargée des publics, Musées Gadagne, Lyon
Les habitants dans la construction patrimoniale : le musée au milieu du gué ?

Médiations à l'adresse des habitants

Nicolas Navarro, doctorant, École du Louvre
*Renouvellement des médiations à l'adresse d'un public local dans les Villes et Pays d'art et
d'histoire*

Michèle Gellereau, professeur, Université de Lille III
Des visites patrimoniales de quartiers en reconversion par les habitants

Laure Vallette, animatrice de l'architecture et du patrimoine, Saint-Quentin en Yvelines
Les médiations à destination des habitants dans les villes nouvelles

Conclusion

Jean Davallon, professeur, Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse

Journées d'études des élèves de Troisième cycle de l'École du Louvre

Compte-rendu

Les *Journées d'études des élèves de troisième cycle de l'École du Louvre* ont eu lieu les 14 et 15 juin 2012. Sous le titre « Reconnaissance et médiation d'un patrimoine : vecteurs d'une identité territoriale ? », elles se donnaient pour objectif, par des dialogues fructueux entre étudiants, professionnels et chercheurs, de saisir le rôle de la fabrique du patrimoine¹ et de sa diffusion dans la construction des territoires.

L'ouverture de ces journées, animée par Cécilia Hurley-Griener, a permis de questionner la notion de patrimoine. Entendu dans une première orientation comme une filiation, le patrimoine se caractérise, selon François Mairesse, comme un legs adressé à un groupe social. La gestion du patrimoine s'est modifiée avec l'évolution et l'élargissement de la notion depuis ses prémices antiques et surtout depuis la Révolution Française. Les multiples échelles du patrimoine, conséquences de cette évolution, forment alors autant de loupes pour analyser cette filiation. Mais le patrimoine se construit également dans un mouvement d'affiliation, ou de « filiation inversée » pour reprendre les termes inspirés par Jean Pouillon à Jean Davallon². Les propos introductifs de Roland Recht sont allés dans le sens de cette compréhension du patrimoine, dans la lignée de l'histoire et de l'histoire de l'art, comme une lecture du passé à partir du présent et pour le présent. Il devient alors nécessaire, voire indispensable, de s'intéresser à ces producteurs/récepteurs, et surtout à leur évolution. Évolution qui trouve une nouvelle actualité dans le développement d'Internet et de la culture numérique qui ont pour effet de dématérialiser les espaces, les frontières, les territoires. Désormais la réception d'un patrimoine ne s'arrête plus à des limites géographiques ou administratives et l'universalité originelle du Muséum central des Arts renaît à travers le patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'empreinte territoriale semble donc changer. Pourtant, entendu avant tout comme une portion d'espace appropriée par un groupe social, le territoire permet de questionner le patrimoine moins à travers ses échelles que dans le rapport que construit un groupe donné à cet espace. C'est à partir de cette acception de la notion de territoire que nous pouvons interroger les modalités de ce rapport avec différents groupes d'acteurs à travers lesquels se construisent les patrimoines. Pour autant, la réponse ne saurait être univoque car, comme l'a judicieusement signalé Jean Davallon, « le patrimoine est avant tout une affaire de dissensus alors même que l'imaginaire y voit un consensus ».

Pour envisager ce rapport social au patrimoine, il a semblé opportun de s'éloigner d'une simple posture institutionnelle de la reconnaissance et de la médiation du patrimoine pour considérer ces derniers comme des construits sociaux et chercher à travers eux à observer les processus d'élaboration et d'appropriation patrimoniales. Ainsi, dans un premier temps, la construction des patrimoines a été abordée par les intervenants à la fois comme un acte institutionnel mais aussi comme impliquant directement les citoyens. Dans un second temps, la notion d'appropriation du patrimoine, centrale au cours de ces deux journées, a pu être abordée comme la résultante de cette co-construction institutionnelle et citoyenne mais surtout d'un renouvellement des médiations adressées aux publics. Plus globalement, elle permet d'envisager le patrimoine comme un outil de construction et de consolidation du lien social.

¹ Nathalie Heinich, *La fabrique du patrimoine « de la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2009.

² Jean Davallon, *Le don du patrimoine : Une approche communicationnelle de la patrimonialisation*, Paris, Hermès Science Publications, 2006.

I. Construire les patrimoines

Comme l'a développé l'ethnologue du patrimoine Michel Rautenberg³, deux mouvements complémentaires sont en œuvre dans la construction du patrimoine. Une patrimonialisation par le « haut » (une reconnaissance institutionnelle) qui s'accompagne d'une patrimonialisation par le « bas » (les impulsions citoyennes).

I. 1. De la construction institutionnelle du patrimoine d'un territoire...

L'évolution de la notion de patrimoine à l'échelle des acteurs, comme l'a montré François Mairesse, conduit à une prise en compte de trois dimensions : locale, nationale et internationale. C'est par un mouvement de professionnalisation des acteurs du patrimoine jusqu'à l'échelle locale que l'action de la société civile est remplacée par celle d'une institution locale désormais compétente. À Nantes, une prise en compte plus importante des questions patrimoniales a été permise grâce à la création de la direction municipale du patrimoine et de l'archéologie (Marie-Hélène Jouzeau). La reconnaissance de l'action locale par un processus de labellisation constitue aussi un outil de professionnalisation de l'action patrimoniale, notamment dans le cadre des Villes et Pays d'art et d'histoire (VPah). Les musées, où le processus de professionnalisation est ancien, preuve en est l'École du Louvre, sont un soutien important : le musée d'histoire de la ville (tel que les Musées Gadagne à Lyon ou le musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines) peut alors être investi du rôle d'acteur de la valorisation du territoire. Enfin, Nathalie Bourguès a montré dans son intervention le rôle de l'équipement culturel (au sens large) dans le territoire et le lien fort qu'il pouvait entretenir avec la population locale.

Cette réflexion conduit à envisager un certain nombre d'actions qui ont pour effet, tout en étant à l'initiative des institutions elles-mêmes, d'inverser la dynamique : elles reconnaissent un rôle à d'autres acteurs que les professionnels dans la construction du patrimoine. Selon Serge Chaumier, la nouvelle muséologie et l'écomuséologie ont eu un rôle fondateur dans cette émergence d'une nouvelle forme de participation. Elle peut prendre la forme d'une reconnaissance de la parole des publics dans la proposition de médiations spécifiques à certains publics (Nicolas Navarro) mais également dans leur fabrication (Michèle Gellereau). Dans le cadre d'une action menée par l'institution, les publics peuvent devenir des acteurs de la construction de leur patrimoine. Les comités d'usagers transforment des visiteurs de musée en experts (François Mairesse), l'inventaire participatif fait de chacun des habitants du Parc Naturel Régional (PNR) du Pilat un connaisseur de son territoire (Adeleen Chilès), l'exposition *L'art de travailler à la Part-Dieu* a donné la parole aux salariés du centre commercial lyonnais en les faisant commissaires d'exposition (Pieranne Gausset).

Ce dernier exemple montre également l'insertion de ces actions dans des politiques de légitimation de lieux sans statut patrimonial, et par ce biais l'élargissement de la notion à de « nouveaux » patrimoines. L'exposition de Lyon a permis l'identification d'un patrimoine du travail, de la même manière que les visites de Roubaix réalisées par des habitants de la ville (Michèle Gellereau) proposaient la reconnaissance d'une mémoire individuelle. En conviant dans la chaîne patrimoniale de nouveaux acteurs il devient possible de faire émerger de nouveaux patrimoines.

I. 2. ... aux impulsions citoyennes

Les associations sont des acteurs importants du patrimoine ignorés, tout du moins peu étudiés, jusqu'au début des années 2000, date de la publication de l'ouvrage d'Hervé Glevarec et Guy Saez présentant les résultats de la première enquête d'ampleur sur le sujet⁴. Les actions des institutions patrimoniales et des associations concernent rarement les mêmes objets ; ces dernières s'intéressent

³ Michel Rautenberg, *La rupture patrimoniale*, Bernin, À la croisée, 2003.

⁴ Hervé Glevarec et Guy Saez, *Le patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française, 2002.

à d'« autres patrimoines [...], non parce qu'ils sont déjà inclus ou ont vocation à être inclus dans une nomenclature officielle, mais parce qu'elles veulent les y inclure »⁵. L'action associative se situe plus dans les interstices de l'action institutionnelle qu'en concurrence avec elle. Toutefois, deux actions culturelles menées de conserve par des institutions patrimoniales (PNR du Pilat, Musées Gadagne) et des associations et/ou habitants ont été présentées lors de ces journées.

L'inventaire participatif du PNR du Pilat

Comme l'a expliqué Adeleen Chilès, c'est pour provoquer une meilleure appropriation du PNR du Pilat – considéré par les habitants comme ne faisant pas partie de leur patrimoine – que ce dernier lance à partir de 2006 des initiatives portant sur l'inventaire participatif du patrimoine régional, outil plébiscité par Hugues de Varine⁶. Chacune des initiatives a permis d'affiner les modalités de cette construction commune car de nombreux obstacles sont apparus. De manière générale, l'absence de mobilisation forte des habitants puis des associations patrimoniales a troublé les responsables du PNR alors même que ces associations sont nombreuses sur le territoire. Ensuite, il a été difficile de trouver un terrain commun sur lequel travailler : le patrimoine n'étant pas défini de la même manière selon les différents acteurs. Lors de la première phase dans des jurys de communes-test, le patrimoine naturel est absent des réponses proposées par les participants à la question de ce qui est patrimoine pour eux. Lors d'une deuxième phase en 2009, un pré-inventaire est effectué suivi d'échanges entre les associations locales et les élus pour s'accorder sur ce qui est considéré comme patrimonial ou non dans cet ensemble. Parallèlement, un questionnaire est envoyé aux associations pour recenser des personnes-ressources et des références bibliographiques. Tous ces éléments mis en commun et synthétisés ont permis la validation de fiches d'inventaire, mises en ligne sur le site de l'inventaire participatif⁷. À ce stade, plusieurs problèmes émergent. D'une part, l'inventaire des objets mobiliers est refusé car il expose ces objets aux vols. La question, sans réponse aujourd'hui, de la valorisation en ligne du patrimoine privé mais visible depuis l'espace public se pose. D'autre part, la mention d'ouvrages d'érudits locaux dans les bibliographies a fait naître deux réactions opposées : certains en ont ressenti de la fierté tandis que d'autres se sont sentis dépossédés. Enfin, le principe des fiches d'inventaire ne fait pas l'unanimité car les associations ne contribuent pas directement au contenu mais le valident seulement. La phase actuelle, débutée en 2011, consiste en la mise en réseau d'enquêteurs bénévoles recrutés au sein d'une centaine d'associations patrimoniales afin de poursuivre l'inventaire du patrimoine industriel sur le territoire. Une rencontre en décembre 2011 a permis de discuter de la méthodologie à mettre en place, le site internet étant à la fois un outil de mise en commun et de valorisation de l'inventaire participatif.

À l'heure d'un premier bilan de cette troisième phase, Adeleen Chilès met en avant la nécessité de s'adapter à des acteurs nombreux et diversifiés dont les manières d'agir, sont différentes des institutions patrimoniales. Un remaniement continu des méthodologies et des projets permet un ajustement optimal pour une fidélisation des participants, regroupés autour d'un noyau dur. À l'inverse, certains habitants, lorsqu'ils n'étaient pas membres des associations, n'ont pas résisté à la montée en puissance du projet. Le vocabulaire de l'inventaire, normalisé, a pu être perçu et assimilé à celui de technocrates. Certains enquêteurs n'hésitent d'ailleurs pas à donner les informations recueillies brutes, jugeant que le travail des professionnels consiste à en faire la synthèse. Les associations considèrent qu'à l'inverse des institutions patrimoniales, leurs modalités d'action servent un patrimoine « vivant ». Les rythmes d'action sont également au cœur des réflexions. Les institutions territoriales fonctionnent sur des calendriers fixés relativement à l'avance, en lien avec les calendriers budgétaires, saisonniers et culturels mais aussi en fonction de l'agenda politique. À l'opposé le temps libre dont disposent

⁵ H. Glevarec, G. Saez, *op. cit.* note 4, p.32

⁶ Hugues de Varine, *L'initiative communautaire. Recherche et expérimentation*, Paris, Éditions W, 1991.

⁷ <http://www.pilat-patrimoines.fr/>

beaucoup de participants retraités leur permet de multiplier leurs activités et d'agir sur un temps beaucoup plus long que celui des institutions. La recherche d'équilibre au niveau des modalités d'action et des temps accordés est donc un enjeu majeur pour la mise en place de projets participatifs.

Du côté des effets bénéfiques, la constitution d'un réseau d'acteurs auparavant éparpillés et convergent vers une action commune est un premier élément à constater. Au sein de cette synergie, de façon inédite, le PNR du Pilat prend une place de premier plan. Au-delà, l'idée de patrimoine qui s'exprime est celle d'un patrimoine évolutif et non figé au travers d'un inventaire en action.

L'exposition « L'art de travailler à la Part-Dieu » par les Musées Gadagne

Aux Musées Gadagne, Pieranne Gausset a présenté un projet lancé et suivi par le service des publics à la demande d'*Actes Part-Dieu*, association culturelle de Lyon Part-Dieu. Elle regroupait des travailleurs du centre commercial Lyon Part-Dieu et s'était créée dans un contexte difficile de relations sociales dégradées et de tensions, dans un lieu accueillant près de 80 000 visiteurs par jour en semaine. Les Musées Gadagne, pendant leur fermeture pour travaux, ont enclenché une politique d'actions hors-les-murs en recherchant un ancrage territorial. Avec l'idée de préparer l'appropriation future des musées, de lutter contre l'oubli mais aussi de poursuivre les recherches sur l'histoire du XX^e siècle, peu présente dans les collections. Ils ont donc développé et développent encore beaucoup d'actions extérieures vers des publics variés et participent aussi à des réflexions avec d'autres institutions (Mission du site historique, mission de coopération culturelle, etc.).

Dans ce contexte, l'association *Actes Part-Dieu* souhaite réfléchir à la question de la culture au travail et préparer une exposition pour les trente ans de l'ouverture du centre commercial. La question abordée est : qu'est-ce que travailler dans un centre commercial en centre ville ? Le musée a alors un rôle de médiateur entre les salariés et le groupement d'intérêts économiques qui gère les baux d'enseigne et influe sur les cadres de vie des salariés, en proposant un accompagnement scientifique à travers un encadrement méthodologique. En 2004, en collaboration avec les archives municipales de Lyon, est édité *Aide-mémoire(s)*, guide méthodologique de collecte de témoignages à l'usage des associations⁸. Le musée accompagne les salariés de l'association lors de leurs recherches sur l'histoire de la Part-Dieu dans les fonds des archives et du musée et dans la collecte des témoignages et des documents. Il collabore ensuite à la restitution, voulue comme la plus professionnelle possible pour valoriser ce travail. Plusieurs actions ont eu lieu : une exposition dans le centre commercial qui a ensuite été itinérante, des balades urbaines à deux voix (un salarié et un médiateur) et deux journées d'étude aux Musées Gadagne⁹.

Pour soutenir l'« amatorat », Serge Chaumier indique que les professionnels doivent pouvoir remettre en cause leur manière de penser la construction des savoirs, de l'expert vers un public qui néophyte a priori. Les sciences citoyennes fournissent des exemples de mises en réseau d'observateurs et d'amateurs autour de projets qui utilisent de plus en plus les potentialités d'Internet : observatoire des papillons Monarques¹⁰ en partenariat avec l'Insectarium de Montréal, observatoire de la biodiversité urbaine « Sauvages de ma rue » impulsé par Tela Botanica et le Muséum national d'histoire naturelle ou encore le projet de redocumentarisation Photo-Normandie¹¹. Ces partenariats de recherche donnent aux études une ampleur qu'elles n'auraient pas eues en laboratoire, tant par le nombre de participants que dans les étendues géographiques traitées. La production des sciences se voit en action et le rapport au patrimoine se fait plus familier et quotidien. Serge Chaumier envisage ces actions participatives comme un moyen pour dépasser les crises

⁸ http://www.gadagne.musees.lyon.fr/index.php/histoire_fr/Histoire/Ressources/Un-guide-pour-collecter

⁹ François Portet (dir), *Le centre commercial, un espace de ville. Construire, travailler, fréquenter...*, publication de la journée d'études du mardi 13 novembre 2007, Lyon, Musées Gadagne, 2008. (en ligne : http://www.espacedestemps.grandlyon.com/_Actualites/doc/rencontresGad1311_1_1.pdf) *Le travail dans le commerce : un travail « sans qualité » ?*, journées d'études au petit théâtre des Musées Gadagne, 25 mars 2011.

¹⁰ <http://espacepourlavie.ca/trousse-delevage-monarque-sans-frontiere>

¹¹ <http://www.flickr.com/people/photosnormandie/>

actuelles et une manière de les penser ensemble (crises économique, environnementale, sociale).

Ces médiations participatives obligent également à repenser l'action culturelle, non comme une étape intervenant en fin de chaîne, une fois les expositions réalisées, mais comme un processus servant à la production des connaissances elles-mêmes. Dans cette optique, les métiers de la médiation culturelle évoluent vers un rôle d'impulsion, d'encadrement, de création de protocoles d'action et de mise en forme. Chaque parole et chaque rôle doivent pouvoir être identifiés clairement dans ce processus. Pieranne Gausset, rappelant les paroles de Jean-Claude Duclos¹², ancien directeur du Musée dauphinois, explique que chaque habitant est expert de sa propre mémoire. De telles actions permettent une (ré)appropriation plus sensibilisée et plus impliquée d'un lieu, d'un édifice ou d'un objet qui est, comme le rappelle Vincent Veschambre, la condition même d'une patrimonialisation pérennisée et effective. Enfin, la valorisation de ce qui est produit est un élément important du processus. Pieranne Gausset regrette à ce sujet que les recherches effectuées avec l'association ne soient pas intégrées ni dans le fonds documentaire du musée, ni dans le parcours du musée.

II. S'appropriier les patrimoines

La participation des citoyens dans la production des patrimoines a pour effet de questionner également l'appropriation qui en résulte. En effet, l'intervention de la population locale, telle qu'a pu la présenter Nathalie Bourgès, engage un rapport de proximité particulier avec l'objet patrimonial. Marie-Hélène Jouzeau a pu ainsi démontrer que désormais l'ensemble de la politique patrimoniale de la ville de Nantes ajoute aux volets préservation et recherche, celui de la diffusion des patrimoines et par là même de son appropriation.

II. 1. L'appropriation, notion émergente et pourtant centrale

La notion d'appropriation, devenue très vite centrale au cœur des débats de ces journées d'étude est pourtant une notion encore en plein questionnement dans des domaines de recherche tels que la géographie¹³ ou la sociologie et à peine émergeant dans les questions muséologiques. En cela, les interventions de Nathalie Bourgès et Vincent Veschambre ont permis de faire un pont entre la géographie et la muséologie. Tous deux ont présenté cette notion à travers ses différentes facettes.

La première d'entre elles est celle de l'appropriation juridique. Citant Alain Bourdin, Vincent Veschambre rappelle que l'appropriation commence par la propriété. Les exemples développés autour de la ville d'Angers prouvent alors que le lien de propriété, autrement dit d'appropriation juridique peut être de différentes natures (propriété publique ou privée...). Pour autant, dans la lignée de la sociologie de la bourgeoisie¹⁴, Vincent Veschambre émet le constat que les différentes classes sociales n'ont pas un accès égalitaire au patrimoine classé, surtout lorsqu'il s'agit de l'habiter.

La notion d'appropriation s'envisage ensuite dans sa dimension matérielle. Nathalie Bourgès lui donne un rôle de pierre angulaire en tant que marquage, c'est-à-dire production de signes, soit une projection de soi sur le patrimoine. Elle a pour cela recours à la notion d'« espace interstitiel » comme lieu du marquage. Mais celui-ci peut prendre une autre forme que simplement physique et l'appropriation échappe alors à sa dimension matérielle pour devenir idéale.

Cette troisième forme de l'appropriation est celle qui nous intéresse plus particulièrement. À la fois décrite comme affective, cognitive et identitaire par Vincent Veschambre, elle permet d'illustrer de manière plus pertinente les

¹² Jean-Claude Duclos, « L'immigration au musée dauphinois », *Écartés d'identité*, n°108, 2006, pp. 16-26, [en ligne], http://www.revues-plurielles.org/uploads/pdf/6_108_4.pdf

¹³ Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre, « Introduction : L'appropriation de l'espace comme problématique », *Noroi, Environnement, aménagement, société* n° 195, juin 2005, pp. 7-15.

¹⁴ Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2007.

rapports des habitants et des visiteurs à leur patrimoine. Reprenant le débat initié par Roland Recht ainsi que l'exemple du patrimoine de Saint-Quentin en Yvelines (Laure Valette), l'appropriation affective s'entend dans une démarche individuelle proche des théories de l'interprétation initiées en Amérique du Nord. L'appropriation cognitive se traduit dans la transmission de connaissances permise notamment par la multiplication des dispositifs de médiation. Enfin l'appropriation identitaire fait de l'élément approprié, selon Vincent Veschambre, une partie de l'être social des individus et les engage dans une vision collective, rappelant ainsi l'importance des acteurs associatifs dans le processus de patrimonialisation.

II. 2. Des outils pour une expérience partagée des patrimoines

Illustrant ces processus d'appropriation idéels, plusieurs interventions ont insisté sur le développement d'outils diversifiés dans l'approche et la diffusion des patrimoines. Un renouvellement des outils de médiation s'engage ainsi avec la transformation des pratiques et des façons qu'ont les professionnels de la culture de penser ces rapports nouveaux aux patrimoines.

Nicolas Navarro analyse les formes de médiation du patrimoine au sein des VPah en France. Ce label, ayant pour but la sensibilisation des habitants d'un territoire à leur cadre de vie et à leur patrimoine, apparaît comme un outil de construction de l'identité du territoire. En cela le label procède d'une véritable politique des publics dans toute leur diversité (touristes, publics locaux, publics scolaires, etc.).

Une enquête menée à l'été 2011 par le Département de la politique des publics de la Direction générale des patrimoines du Ministère de la Culture dans les VPah de trois régions françaises a mis en lumière les attentes des différents publics à l'égard des services en charge de valoriser et diffuser le patrimoine. Comme l'ont souligné Anne Jonchery et Jacqueline Eidelman, ces attentes sont avant tout de l'ordre de la connaissance (le savoir comme motivation pour la venue est mentionné par plus de 90% des visiteurs enquêtés) en même temps qu'elles relèvent de la détente, d'une quête de plaisir et de dépaysement. L'enquête met aussi en exergue l'attraction des publics vers des offres distinctes selon leur proximité avec le territoire visité : les publics locaux sont majoritairement déjà venus visiter les lieux patrimoniaux de leur territoire et reviennent les visiter à l'occasion de visites insolites (ateliers, nocturnes, etc.), tandis que les publics touristiques, nationaux et internationaux, sont plus attirés par des visites générales ou thématiques pour découvrir le territoire la première fois. La visite des VPah mêle ainsi hédonisme et savoir, deux dimensions variant selon la familiarité au site et le contexte de visite des visiteurs (primo-visiteurs ou fidèles). Cette polarisation des publics enjoint à penser des médiations personnalisées et de là, à diversifier leurs formats et leurs contenus.

Concernant la diversification des formats de la médiation, on relève que les programmations des VPah font de plus en plus se côtoyer la visite guidée dite classique et d'autres formes de visites, telles que visites théâtralisées, visites contées ou visites nocturnes. La visite classique (visite-conférence donnant un aperçu global du territoire) se décline dans ces programmes autour d'un champ lexical de l'incontournable, de l'indémorable : elle s'adresse principalement à ce que l'on appelle le mono-visiteur, touriste d'un jour sur un territoire que la visite généraliste lui permet d'embrasser dans ses grandes lignes.

Les autres dispositifs de visite permettent de passer de la découverte à l'appropriation. Dans cette optique, c'est un vocabulaire de la différence qui se déploie autour de ces dispositifs : ils proposent de voir et revoir le patrimoine sous des angles différents, de l'aborder autrement, pour en approfondir la compréhension et de là, l'appropriation. Ces médiations s'inspirent pour partie de celles qui ont cours en contexte muséal (visites nocturnes, une heure/une œuvre en ville, etc.), et pour une autre part des formules développées par le tourisme (avec les visites-packages incluant la visite dans un ensemble de prestations). La programmation des VPah propose de surcroît d'autres activités notamment dans les Centres d'Interprétation de l'Architecture et de Patrimoine (CIAP) telles qu'expositions, ateliers, conférences, etc. à destination des scolaires mais aussi, hors temps scolaire, pour les familles, afin de favoriser l'appropriation du territoire par les

publics locaux.

La diversification des dispositifs passe aussi par l'inscription de la pratique de visite dans le quotidien. Si l'enquête de 2011 dans les VPah constate la fidélité des publics locaux, elle met aussi en lumière leur sensibilité aux campagnes de presse et reportages dans les médias, source d'information ancrée dans le territoire dont ils usent bien plus souvent que les touristes qui mobilisent quant à eux les sites d'informations en ligne ou physique tel que l'office de tourisme. L'actualité du territoire est donc à la fois une source d'information essentielle pour les publics de proximité, et un point d'ancrage auquel recourent les institutionnels pour inviter à réitérer une visite ou à visiter autrement. Nicolas Navarro souligne ainsi un phénomène d'événementialisation du patrimoine au gré de cette actualité territoriale : le passage du tour de France est l'occasion d'une visite à vélo, le 700^e anniversaire du concile de Vienne donne lieu à une exposition, etc.

Si l'argument de la fidélisation est couramment employé pour justifier la diversification des dispositifs de médiation, il ne saurait masquer qu'*in fine* c'est de l'appropriation des patrimoines par les publics locaux dont il est question. C'est plus particulièrement à cette fin que sont renouvelés les contenus des médiations pour offrir d'autres points de vue sur le patrimoine territorial. Ainsi, des acteurs extérieurs aux institutions culturelles tels que comédiens, conteurs mais aussi habitants, commerçants, artisans, joignent leurs voix au discours patrimonial. Cette polyphonie est représentative des collaborations que les acteurs institutionnels et non-institutionnels tissent sur le territoire. La diversification des contenus qui en découle offre ainsi un support au visiteur pour se projeter et s'identifier au territoire, favorise l'appropriation, en même temps qu'elle donne corps aux différentes échelles des patrimoines. C'est en substance l'objectif de l'expérience, présentée par Michèle Gellereau, au cours de laquelle des Roubaisiens ont été amenés à élaborer des visites guidées qu'ils ont ensuite réalisées. Les parcours, choisis par les habitants-médiateurs eux-mêmes, conduisaient tant vers du patrimoine reconnu institutionnellement que vers un patrimoine méconnu, évocation du passé de la ville, de sa petite histoire au détour de lieux et de quartiers dont les habitants-médiateurs conservent la mémoire. L'expérience, dans cette ville industrielle en reconversion, est exemplaire de cette volonté des institutions d'en appeler aux habitants pour revaloriser une mémoire collective et rendre au patrimoine sa place dans un espace public partagé non seulement par des touristes culturels mais aussi par ceux qui font vivre ces lieux et en enregistrent la mémoire. La rencontre entre habitants et médiateurs qui a clos l'expérience parachevait cette démarche en amenant ces différents acteurs à penser ensemble « les » médiations « des » patrimoines.

Conclusion

L'ensemble des expériences présentées lors de ces deux journées d'étude souligne la double nature, rationnelle et affective, du patrimoine et de son appropriation. Comme l'a montré Roland Recht, l'histoire du patrimoine est elle-même jalonnée d'événements qui mettent en lumière cette ambivalence. La reconnaissance du patrimoine a en effet aussi bien lieu lorsque Mérimée et Guizot établissent les critères pour l'inscription des monuments historiques, que dans la reconnaissance des valeurs du patrimoine théorisées par Aloïs Riegl mettant en exergue la valeur d'ancienneté, valeur éminemment sensible puisque liée à la patine des monuments. Remontant au culte des reliques au Moyen Âge et revenant sur la période charnière de la Révolution, Roland Recht a souligné la part de magie et de symbolique qui étaye, en premier lieu, le lien avec les objets patrimoniaux. C'est ensuite que les institutions élaborent le discours sur le patrimoine qui transforme ce premier lien et consacre le patrimoine comme porteur des symboles et valeurs par lesquels une société donnée se définit.

Comme le montrait Jean Davallon en conclusion des journées, les réflexions actuelles sur le patrimoine établissent une simultanéité entre ces deux temps de la

patrimonialisation. Elles tendent à le définir à part égale comme étant à la fois un objet juridiquement et rationnellement institué et comme un processus continu d'élaboration et de réception des valeurs. Ce qui se joue ici c'est, d'une part, la reconnaissance du patrimoine comme processus partagé et d'autre part, la reconnaissance de l'appropriation dans sa double nature tant rationnelle qu'affective.

Cette dimension affective est à l'heure actuelle essentielle pour la transmission et l'appropriation du patrimoine. Roland Recht déplore en effet, que l'enseignement en France ne réforme pas plus amplement les individus à la compréhension du patrimoine et de son histoire (comme par exemple dans le système éducatif italien). Le sentiment d'affiliation, le lien avec le patrimoine, peut-il, dans ces conditions, se construire sur des fondations autres qu'affectives ? D'après lui, ces lacunes de l'enseignement français laissent des publics désarmés face à ce qui les entoure ou tout du moins les cantonnent dans une vue partielle et toute personnelle. C'est par l'affectif que les publics établissent d'abord un lien avec le patrimoine : cette dimension fournit l'accroche sur laquelle se fonde ensuite la transmission du patrimoine institué. Celle-ci s'oriente peu à peu vers la connaissance expérientielle dans laquelle le savoir, attente majeure de l'ensemble des publics, prend une place de plus en plus importante. Cette voie fait ainsi de la participation des publics un élément moteur de la dynamique patrimoniale, à la fois pour son élaboration et son appropriation. Par la participation, les valeurs du patrimoine, dans toute leur diversité, sont construites et partagées par l'ensemble des acteurs et peuvent alors s'ériger en bien commun.

Pour citation

Référence électronique

Noémie Couillard, Nicolas Navarro, Maylis Nouvellon, « Reconnaissance et médiation d'un patrimoine : vecteurs d'une identité territoriale ? », Cahiers de l'École du Louvre. Recherches en histoire de l'art, histoire des civilisations, archéologie, anthropologie et muséologie [en ligne] n° 3, octobre 2013.

URL : <http://www.ecoledulouvre.fr/revue/numero3octobre2013/JourneeEtudes.pdf>

